

Les crédits

courage politique et la vision nécessaire pour remettre le Québec et le Canada au travail.

La construction d'une société, qui fait appel à l'ensemble des ressources humaines qui la composent, passe par une révolution des mentalités et des pratiques qui permettra à chaque milieu de faire reposer son développement sur les forces qui le composent.

Le gouvernement actuel n'a pas été élu pour assurer l'intendance du Canada; il a été élu pour renverser la vapeur et redonner aux Québécois et aux Canadiens la fierté de ce qu'ils réalisent. Il est encore temps de réagir.

[Traduction]

M. Roger Gallaway (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, au lendemain de la remise des Oscars, je trouve les propos du député d'en face très intéressants, dans le sens qu'ils étaient formulés dans un style assez théâtral. C'était bien joué.

J'ai tenté de comprendre sa logique et j'ai eu de la difficulté à suivre ce chapelet d'événements historiques et de statistiques, qu'il énumère dans la première partie de son discours comme autant d'éléments ayant des répercussions sur la création d'emplois. Comme la plupart des députés de ce parti, il parle toujours du Canada et du Québec.

J'ai une question à lui poser, mais je vais d'abord présenter une analogie. Je vis dans une circonscription située sur la frontière, non loin de Detroit. À la fin des années 60, nous avons vu la ville de Detroit s'épanouir en une cité-État, une ville de quelque six millions d'habitants, ce qui est proche de la population de la province de Québec. Nous avons alors vu la communauté noire acquérir une certaine fierté, qui s'exprimait alors en termes économiques. Nous avons été témoins de l'arrivée d'un sauveur nommé Coleman Young, qui avait été élu maire de Detroit. M. Young avait promis à ses concitoyens qu'il les tirerait de l'ombre et leur amènerait une sorte de nirvana économique.

En 1993, M. Coleman Young a décidé de ne pas se représenter. À 75 ans, il en avait assez. Au même moment, on constatait que la population avait diminué à Detroit. La base économique avait aussi rétréci. Quant à savoir pourquoi, je dis que c'est la faute de cette cité-État, de cette espèce de nationalisme qui avait pris racine dans la ville. C'est cela qui a tué l'entreprise. En fait, l'État du Michigan a connu une expansion économique à la même époque. C'est aussi ce qui s'est produit aux États-Unis, mais pas à Detroit à cause de la politique économique de cette ville.

Partant de cette analogie et considérant qu'il y a un certain élément de nationalisme en jeu, de la même façon qu'à Detroit à la fin des années 60, ces facteurs qui influent sur la création d'emplois, soit les 465 000 chômeurs de la province de Québec—je ne conteste pas ce chiffre—ainsi que les politiques de son parti, ne contribuent-ils pas à cette incertitude? N'est-ce pas à cause des politiques de son parti que personne ne veut plus investir au Québec?

[Français]

M. Crête: Monsieur le Président, en réponse à l'intervention de l'honorable député, j'aimerais lui dire que je n'ai pas tellement parlé de la politique du gouvernement, j'ai surtout parlé de l'absence de politique du gouvernement actuel en matière de création d'emplois.

• (1215)

Quant au nationalisme dont il parle sans mentionner lequel, probablement qu'il fait référence au nationalisme de Pierre Trudeau, en créant l'agence de tamisage des investissements, cela a créé des problèmes profonds d'investissement au Canada, qui ont dû être corrigés par la suite afin de redonner une image internationale au Canada. Il s'agit probablement de ce nationalisme—là dont il voulait parler.

Quant à la fierté, je pense qu'au Québec on a fait la preuve que malgré les insuffisances du système actuel on a développé des outils de gestion du capital. Entre autres, toute l'intervention du Mouvement Desjardins et le Fonds de solidarité des travailleurs font qu'aujourd'hui, alors qu'au Comité de l'industrie les députés de l'Ontario essaient de faire, entre guillemets, une job dans les bandes, qu'ils essaient de trouver des façons de les enrégimenter dans une démarche pour être plus près des entrepreneurs, au Québec on a déjà réglé ce problème-là.

On en a aussi réglé un autre sur la concertation par rapport à la main-d'œuvre, où tout le monde au Québec, que ce soit les patrons, les syndiqués, le gouvernement ou tous les partis politiques, demande qu'il y ait un rapatriement de toute la juridiction sur la main-d'œuvre. Et là-dessus il y a un accord unanime. Donc, il y a des possibilités, par un nationalisme sain, de prendre des positions qui permettent de faire avancer une société.

Notre nationalisme, ne l'oublions pas, est aussi celui qui a permis à l'Amérique du Nord d'adhérer à l'Accord de libre-échange, parce que l'endroit où l'Accord de libre-échange a été le mieux accepté, où on a contribué le plus à cette action qui va permettre un certain boum économique en Amérique du Nord, c'est grâce au Québec que ça s'est fait. Dans ce sens, je pense qu'on peut être assez fier de l'action qu'on y a menée.

[Traduction]

M. John Finlay (Oxford): Monsieur le Président, j'espère que l'orateur précédent du Parti réformiste a bien écouté le député car il aurait ainsi appris une leçon d'histoire que le député collègue a mentionnée et que je voulais justement faire un peu plus tôt. Nous étions en pleine dépression lorsque la loi de l'offre et de la demande s'est imposée au pays et à toute la planète. Les années 1980 se sont en quelque sorte calquées sur les années trente; l'économie a connu une certaine surchauffe, les taux d'intérêt ont grimpé jusqu'à 19 p. 100.

Ma question concerne ces guerres de compétence dont j'ai entendu parler. Le comité de la Chambre dont je fais partie s'efforce d'équilibrer les choses entre les ministères et les paliers de gouvernement afin de prévenir les conflits. Les créateurs du programme d'infrastructure ont pris soin d'attribuer les responsabilités décisionnelles aux niveaux local et municipal et